

Les premières réactions à l'accord

CRITIQUES ET ATTENTISME

PS-PTB

« Tout ça pour ça »

« **T**out ça pour ça », a réagi le Parti socialiste après l'annonce des termes de l'accord de la nouvelle majorité. « Les principaux axes de réforme étaient déjà en voie d'adoption avec la majorité PS-cdH. Ainsi en est-il de la profonde réforme des outils économiques, portée par Jean-Claude Marcourt, ou de la suppression de la télé-redevance inscrite dans la réforme fiscale de Christophe Lacroix », a relevé le président du PS, Elio Di Rupo.

« Il n'est pas besoin de le rappeler. M. Lutgen a déstabilisé durablement les entités fédérées francophones. Sur certains points, le cdH reprend à son compte le travail réalisé par les ministres PS. Sur d'autres sujets, il remet radicalement en cause ce qu'il a accepté il y a quelques semaines. C'est une attitude schizophrène », a-t-il poursuivi.

« L'ensemble du discours surréaliste tenu par les deux nouveaux coalisés n'est guère rassurant pour l'avenir

d'une Région qui a besoin de gouvernants sérieux et rigoureux », a conclu Elio Di Rupo, en jetant que « ce sont surtout les Wallons qui vont sortir perdants des manœuvres politiques du cdH ».

Critique, aussi, le PTB, par la voix de Raoul Hedebouw : « Le nouveau gouvernement, selon les mots du président du MR, Olivier Chastel, souhaite aligner la politique du gouvernement wallon sur la politique du gouvernement fédéral MR-N-VA, note le député fédéral. On parle bien de ce gouvernement fédéral qui oblige les travailleurs à bosser jusqu'à 67 ans. On parle bien de ce gouvernement fédéral qui a imposé aux travailleurs de ce pays un saut d'index ? (...) Il est fort à craindre que derrière le discours du nouveau gouvernement sur la rationalisation des entreprises et des pouvoirs publics ne se cachent en fait que pertes d'emplois et une réduction du service au public. (...) On peut craindre que derrière le discours sur "l'assistanat" ne se cachent de nouvelles mesures contre les travailleurs qui ont perdu leur emploi, contre les malades ». ■

ÉCOLO - GERMANOPHONES

À juger sur pièces

Ecolo relève plusieurs mesures positives dans l'accord auquel ont abouti le MR et le cdH, en particulier en matière de gouvernance, mais relève « une impression de flou, de vague qui se dégage derrière les slogans et les intentions », explique le coprésident des Verts, Patrick Dupriez.

Les Verts épinglent la priorité accordée à l'emploi sans que le type d'emploi voulu ne soit défini ou le peu de concret sur les engagements climatiques. « On nous dit que les accords de Paris seront mis en œuvre. Très bien mais comment ? »

Écolo redoute encore que certaines mesures ne favorisent pas l'équité fiscale, par exemple la déduction fiscale du logement étudiant qui concerne peu les bas revenus, ou masquent l'absence de moyens dans certaines politiques, par exemple la fusion des TEC qui ne peut suffire pour développer la mobilité en Wallonie.

De son côté, Oliver Paasch, le minis-

tre-président germanophone se dit par contre très heureux « de voir dans ce projet d'accord, une volonté d'approfondir le dialogue avec la Communauté germanophone en ce qui concerne le transfert de nouvelles compétences à savoir : le logement, l'aménagement du territoire et l'énergie ».

Si la compétence du logement faisait déjà l'objet de négociations, l'aménagement du territoire, qui est une revendication de longue date de la Communauté germanophone, n'avait jamais réellement pu être abordé jusqu'à présent. « Il s'agit là de l'une de nos grandes priorités », se réjouit Oliver Paasch.

Le ministre-président germanophone se dit aussi très satisfait de la réforme en profondeur de la province souhaitée par le MR et le cdH. « Car depuis longtemps, la Communauté germanophone demande de ne plus faire partie de la province de Liège. C'est important pour nous de savoir que nous pourrions discuter du sort de la province », conclut-il. ■

POSITIFS

UCM « Besoin de sérénité »

L'Union des Classes Moyennes (UCM) salue à la fois « des mesures de bonne gouvernance et de réduction des coûts des structures publiques » et « la priorité donnée à la création d'emplois ».

« Les outils économiques existants sont préservés, mais seront rendus plus lisibles et plus accessibles », saluent les Classes moyennes, heureuses de voir « le prêt "coup de pouce", qui incite les épar-

gnants à investir dans l'économie réelle, conservé et même élargi ».

L'UCM relève aussi « l'attention portée au commerce de proximité » et l'ambition de l'accord gouvernemental « en matière d'efficacité énergétique et d'économie circulaire ».

L'UCM relève par contre que « la robotisation de services et le développement de l'intelligence artificielle sont aussi

des évolutions économiques qui auraient mérité une attention spécifique ».

« La crise politique aura été de relativement courte durée en Wallonie et c'est tant mieux », conclut l'UCM qui « espère une solution rapide également pour Bruxelles et pour la Fédération. Les entrepreneurs ont besoin de sérénité et de continuité, pas d'incertitude politique et de vide du pouvoir ». ■

CONSTRUCTION

Amplifier le Plan Marshall

L'a Confédération de la Construction Wallonne se réjouit de l'accord gouvernemental. Elle invite à veiller « à la création d'emplois, à travers notamment la poursuite du "plan infrastructures 2016-2019", la lutte contre le dumping social, la transition environnementale et énergétique ». La CCW insiste aussi sur « l'amplification des déclinaisons du Plan Marshall, notamment en matière de transition technologique et numérique » et sur la stimulation de « l'excellence des qualifications, notamment à travers le soutien à la formation en alternance ». ■

SNI

Soutenir le commerce local

Christophe Wambersie, Secrétaire général du Syndicat National des Indépendants (SNI) pour la région wallonne et bruxelloise souligne l'importance de l'accompagnement de « nos entreprises et commerces à l'ère de la digitalisation car la Wallonie accuse un réel retard dans le domaine ». Outre la formation en alternance, le SNI plaide aussi « l'indispensable application d'un plan de sauvetage du commerce, aujourd'hui vital et essentiel à la relance du commerce indépendant ». ■

UWE

« Réduire les coûts »

L'UWE (Union wallonne des entreprises) relève dans l'accord de gouvernement wallon, « la volonté de réduire les coûts politiques et publics pour permettre à la Région d'accomplir ses missions essentielles dans les domaines socio-économiques, climatiques, d'emploi et de cohésion sociale ». Elle pointe également « la recherche de cohérence des outils d'accompagnement des demandeurs d'emploi » et salue dans les dossiers économiques, « l'attention portée à l'entrepreneuriat, à la maîtrise des langues, une fiscalité stimulante dans le domaine de la propriété immobilière ». ■